

Phillip H. PARK (dir.), 2009, *The Dynamics of Change in North Korea. An Institutional Perspective*, Séoul, Kyungnam University Press, 311 p.

Irving Lewis

Volume 42, numéro 3, 2011

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1006239ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1006239ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lewis, I. (2011). Compte rendu de [Phillip H. PARK (dir.), 2009, *The Dynamics of Change in North Korea. An Institutional Perspective*, Séoul, Kyungnam University Press, 311 p.] *Études internationales*, 42(3), 427–429.  
<https://doi.org/10.7202/1006239ar>

basée sur l'interaction entre les acteurs (agents) externes et internes. Ainsi, Nourzhanov examine la construction étatique au Kazakhstan en tant que processus de l'apprentissage (lent, mais présent) des normes internationales où le rôle des acteurs externes occidentaux est extrêmement important. Pour Wilkinson qui s'intéresse au cas kirghize, le processus de localisation des normes internationales est inspiré par le calcul rationnel des élites et dominé par les intérêts à court terme, ce qui y crée un obstacle majeur. De surcroît, la présence des acteurs externes aux intérêts divergents conduit à une contestation des normes importées et affaiblit la légitimité des preneurs de décisions qui essaient de les implanter. Selon Markowitz, le rôle des acteurs externes revêt une importance cruciale également au Tadjikistan où la Russie et l'Ouzbékistan sont intervenus comme forces d'établissement et de maintien de la paix pendant et après la guerre civile. Pourtant, préoccupés par leur propre sécurité, Tachkent et Moscou ont préféré concentrer leurs efforts sur la protection et le contrôle des frontières tadjikes afin de confiner le conflit civil au lieu d'encourager l'implantation de la norme de l'État de droit, ce qui a empêché de traduire la stabilité en gouvernance. Il est dommage que les études sur le Turkménistan et l'Ouzbékistan sortent définitivement du cadre proposé – Ilkhamov parle du néopatrimonialisme en Ouzbékistan, tandis que Sabol offre une lecture géopolitique des enjeux politiques et des perspectives du leadership actuel au Turkménistan.

Le livre dirigé par Kavalski a l'avantage de proposer un nouveau cadre intéressant à l'étude de la dynamique régionale particulière et controversée de l'Asie centrale. L'effort de

s'attarder sur l'interaction multidimensionnelle entre la structure globale et la dynamique de son acceptation ou de son rejet par le local est appelé à apporter un nouvel éclairage, plus subtil et plus nuancé, aux questionnements qui sont habituellement traités en termes issus des théories bien établies. Loin de prétendre pouvoir donner une réponse définitive sur les causes de l'échec de la démocratisation en Asie centrale, cette approche inclusive permet de saisir les particularités des développements sociaux tout en rendant compte d'un grand nombre de variables, historiques, culturelles, mais aussi institutionnelles et, dans une moindre mesure, économiques. Cependant, ce cadre ne semble pas respecté par certains participants, car leurs études glissent trop souvent vers les outils conceptuels plus traditionnels au lieu d'exploiter l'approche novatrice proposée par le rédacteur, ce qui remet malheureusement en question la cohérence de l'ouvrage.

Ekaterina PISKUNOVA

*Département de science politique  
Université de Montréal*

### **The Dynamics of Change in North Korea. An Institutional Perspective**

*Phillip H. PARK (dir.), 2009, Séoul, Kyungnam University Press, 311 p.*

Si la Corée du Nord fait souvent les grands titres de l'actualité internationale par les différentes manifestations de sa politique extérieure (déclarations menaçantes de son dirigeant, manœuvres militaires conventionnelles provocatrices, tests nucléaires, etc.), on en sait, en revanche, toujours très peu sur les dynamiques de sa politique intérieure, le pays étant l'un des plus fermés au monde. Or, depuis la fin de la guerre

froide, d'importants changements visant à assurer la transition d'une économie stalinienne planifiée vers une économie de marché y sont à l'œuvre.

Dans cet ouvrage collectif, des chercheurs de l'Institute for Far Eastern Studies (Kyungnam University) et des professeurs de l'University of North Korea Studies de Séoul examinent, en sept chapitres et selon une perspective institutionnaliste, les origines, les impacts et les implications de ces transformations économiques et juridiques. En se basant sur de la documentation nord-coréenne et des entretiens avec des déserteurs du régime, les auteurs entendent contourner le piège de la propagande officielle et, ce faisant, aller au-delà des approches statiques et idéologiques – résultat de la barrière linguistique –, caractéristiques de nombreux travaux américains sur la situation économique de ce qui apparaît aujourd'hui comme l'un des derniers bastions du socialisme.

En guise d'introduction, Phillip H. Park retrace, de manière très pédagogique, les fondements de la politique industrielle nord-coréenne. Il va des années 1960, avec le système *Daean* mis en place par Kim Il Sung pour pallier l'un des problèmes majeurs inhérents au modèle de développement économique soviétique, à savoir l'absence d'incitations financières, jusqu'aux années 2000, avec l'Economic Management Reform Measure du 1<sup>er</sup> juillet 2002 qui engage résolument la Corée du Nord sur la voie d'une certaine forme de libéralisation. Les couleurs de cette libéralisation avaient déjà été annoncées en 1990, par Kim Jong Il, lors d'un discours sur l'amélioration du système bancaire et financier national, devant les plus hauts dignitaires du régime. Recommandation de l'auteur, ces premiers pas dans

l'apprentissage des mécanismes de marché doivent être soutenus par les États-Unis sous peine de ne pas produire les résultats escomptés. Et l'auteur d'ajouter qu'il serait plus avantageux pour Washington de faire de Pyongyang, à long terme, un partenaire économique et sécuritaire plutôt que de continuer à s'en faire un ennemi.

Puisque des réformes économiques ne peuvent valablement se faire sans des changements réels dans la législation nationale, Dae-Kyu Yoon s'attarde à examiner les réponses juridiques apportées par la Corée du Nord à ses difficultés économiques depuis le début des années 1990 au cours desquelles, il faut le souligner, deux révisions constitutionnelles ont été opérées par le régime. Mais sa conclusion est quelque peu désespérante : le fossé entre les règles de droit édictées et celles qui sont appliquées est toujours aussi grand dans cette société de type féodal où le statut de la loi est différent de celui qu'on lui accorde dans des sociétés démocratiques comme la Suisse et le Canada. Ces deux pays sont choisis par Jong Dae Shin et Dean J. Ouellette qui étudient les efforts nord-coréens en matière de développement humain sous l'angle de l'assistance humanitaire qu'ils lui apportent depuis le milieu des années 1990 et la crise alimentaire qui, faut-il le souligner, menacerait toujours la population.

Les contributions de Bong Dae Choi et Kab Woo Koo, de Moon Soo Yang et Kevin Shepard ainsi que de Jung-Chul Lee sont particulièrement intéressantes en ce qu'elles nous plongent dans le cœur même de l'objet d'étude en analysant en profondeur, respectivement, le développement des marchés nord-coréens à partir de données recueillies lors d'enquêtes de terrain menées

dans trois villes différentes (Shinuij, Chongjin et Hyesan) situées à proximité de la frontière avec la Chine ; les changements dans la gouvernance des entreprises à partir de la théorie du principal-agent, avec des données issues de revues de littérature, d'entretiens et de sondages; et les mesures économiques introduites par la réforme de 2002 à la lumière du processus de dollarisation et de dollarisation cubain, d'une part, et de l'économie virtuelle russe, d'autre part.

En somme, cet ouvrage mériterait d'être lu par toute personne curieuse de mieux cerner les évolutions en cours au sein de la société nord-coréenne. Le fait que le sujet soit traité non pas de « l'extérieur », mais bien de « l'intérieur », ainsi que l'attention particulière portée au niveau d'analyse micro plutôt que macro lui apportent une plus-value non négligeable. Au registre des critiques, on regrettera toutefois le manque de clarification entourant la « perspective institutionnaliste » retenue comme approche analytique. Si le spécialiste dispose des connaissances nécessaires pour en appréhender la substance, il n'en est pas forcément de même pour le novice qu'il aurait fallu mieux informer par quelques lignes, comme c'est souvent le cas, dans l'introduction par exemple.

Par ailleurs, on peut toujours nourrir des objections quant à la qualité des informations utilisées dans quelques chapitres empiriques, notamment celles fournies par les déserteurs. Si, dans le cadre d'une recherche sur un pays comme la Corée du Nord, ce choix de dernier recours est parfaitement défendable en raison du manque d'informations crédibles provenant des publications officielles, sur plusieurs sujets le chercheur qui y a recours n'échappera pas, malgré tout, aux critiques relatives

à la représentativité et à la crédibilité dans l'utilisation des résultats de ses enquêtes. Les auteurs semblent en être conscients. Pour limiter les critiques, ils ont donc pris certaines précautions méthodologiques de base sur lesquelles le lecteur ne manquera pas de s'attarder minutieusement. Lui, à qui il appartiendra finalement de juger de la rigueur des différentes procédures adoptées pour parvenir à des résultats valides dans l'étude du passage vers une économie de marché d'un pays où, il est important de le noter, la compétition féroce entre les forces pro-marché et les forces anti-marché n'a pas encore désigné de gagnant. Loin de là.

Irving LEWIS

*Département de science politique  
Université Laval, Québec*

### **Afghanistan's Political Stability. A Dream Unrealised**

*Ahmad Shayeq QASSEM, 2009,  
Burlington, VT, Ashgate, 216 p.*

En dépit de l'abondante littérature qui traite du conflit né de l'*Operation* – étatsunienne – *Enduring Freedom* (octobre 2001), la question afghane demeure une énigme. Serait-ce que les journalistes, plus prompts à se saisir de l'actualité, auraient envahi ce champ d'étude au lendemain des drames du 11 septembre 2001, nombre d'entre eux se contentant de raccourcis historiques alors même qu'ils s'essayaient à l'écriture d'ouvrages ? Ou une approche universitaire afghane qui ferait, de surcroît, preuve d'originalité manquait-elle au profane soucieux d'appréhender une réalité complexe ? En tout état de cause, l'étude que le politologue Ahmad Shayeq Qassem nous propose arrive à point nommé. Elle découle, au